

**6 Société et Culture**

Transports terrestres/Campagne de sensibilisation

# Le Syltteg rappelle aux transporteurs leurs obligations envers l'État

AEE  
Libreville/Gabon

**LE** syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Syltteg) a lancé hier au marché de Nzeng-Ayong, dans le 6e arrondissement de Libreville, une campagne de sensibilisation à l'endroit des transporteurs suburbains et urbains. Laquelle campagne est inhérente à leurs obligations vis-à-vis de l'État.

Il s'agit pour le président du Syltteg, Jean-Robert Menié, "de sensibiliser pendant deux semaines aux différents points d'embarquement et de débarquement de Libreville, Owendo et Akanda et Ntoum tous les transporteurs, sur la nécessité de nous acquitter de nos obligations vis-à-vis des différentes administrations en charge des questions de transports, notamment la municipalité, le ministère des



Le président du Syltteg Jean-Robert Menié au centre, sensibilisant les transporteurs suburbains du marché de Nzeng-Ayong.

Photo : Abel Eyeghe

*Transports et le ministère des Finances. En ce qui concerne les municipalités, c'est l'expertise des taxis, la taxe municipale, le collage, le badge d'identification... Pour le ministère des Transport, ce sont tous les papiers qui concernent ce ministère. Et la patente pour le ministère des Finances". Ce dernier de renchérrir : "Il faut que nous soyons en règle vis-à-vis de l'administration et c'est d'ailleurs là le meilleur moyen de lutter contre les tracasseries policières. Il faut d'abord nettoyer dans notre propre écurie".*

Le président du Syltteg précise également que cette campagne visera aussi les administrations pour leur demander qu'elles aient une clarification sur les compétences des uns et des autres, car il y a parfois des chevauchements de compétences sur le terrain.

Mouvement d'humeur dans le secteur de l'audiovisuel public

## Dépôt d'un préavis de grève du SYPROCOM et du SYNAPAP, hier

AN  
Libreville/Gabon

**LES** locaux de la maison Georges Rawiri ont abrité l'assemblée générale extraordinaire conjointe des syndicats des professionnels de la communication (SYPROCOM) et du syndicat national des professionnels de l'audiovisuel public (SYNAPAP). Jean Olivier Makaya et Scolastique Okoué, tous deux président de syndicat, ont devisé sur les motifs du mécontentement, notamment le énième recensement des agents de l'État à venir, les arriérés des frais de production et cachets des collaborateurs extérieurs.



Photo : Adjaï Nicoutoume

Jean Olivier Makaya est d'avis qu'aucune solution concrète aux dites revendications ne pointe à l'horizon, sans manquer de rappeler que les frais de production des deux entités (Radio Gabon et Gabon 1ère) ne sont pas reversés depuis près de 9 mois pour la télévision et 3 mois pour la Radio. Du coup, les producteurs envisagent de cesser leurs activités, du moins tant que le problème ne sera pas résolu de façon définitive. À l'unanimité, les syndiqués ont déposé un préavis de grève courant sur 8 jours tel que l'exige la loi.

une vue des syndicalistes pendant l'AG

## Établissement de la Carte d'identité nationale (CNI)

### Les raisons de l'affluence

YFI  
Libreville/Gabon

**SUITE** à l'article paru dans

l'Union du 4 septembre 2019, intitulé "**Ruée vers l'ancien commissariat central**", nos reporters ont pu obtenir des précisions inhérentes à l'affluence

enregistrée, actuellement, au commissariat du littoral, (ancien commissariat central). Selon une source digne de foi, cette affluence découle du fait

que les consommables utilisés pour l'établissement de cette pièce d'identité sont épuisés partout, excepté au commissariat du littoral.

Cette dernière précise qu'il ne s'agit pas d'une opération d'établissement de la Carte d'Identité Nationale, mais plutôt de contrôle et vérification des pièces

à fournir dans le dossier. Ladite opération qui débouche sur la délivrance d'un récépissé, ne devrait pas excéder un mois, si l'on en croit la même source.